

## DÉCLARATION SUITE À L'ACCORD DE BRANCHE MAC ET VŒUX À LA PROFESSION

**L'UNAFOS, Union Nationale des Organismes de Formation en Sécurité, organisation patronale leader, représentative des centres de formation spécialisés en sécurité privée, accueille avec une très grande satisfaction en cette fin d'année 2017 la signature par les partenaires sociaux de la Branche Prévention et Sécurité d'un accord de branche unanime concernant l'aide aux financements de l'obligation de formation continue MAC.**

Cet accord paritaire qui s'impose à la profession dans l'intérêt général de chacune des entreprises s'inscrit dans la droite ligne des propos tenus par le Président de l'UNAFOS lors de la dernière «Journée Professionnelle Unafos» le 23 novembre 2017 en présence des autorités de tutelle de la profession : Délégation aux Coopérations de Sécurité, CNAPS, et de divers représentants des partenaires sociaux.

L'UNAFOS, par la voix de son Président avait à cette occasion, après d'autres plus autorisées encore, rappelé que le MAC, inscrit en tant que formation continue, est et reste du ressort du financement des entreprises, conformément aux obligations du code du travail. Dans ce même contexte, Philippe Maquin avait souligné devant les autorités combien il était nécessaire de solutionner le problème crucial du financement de la formation face aux nouvelles exigences légales mais aussi pour accélérer la professionnalisation revendiquée publiquement par tous les acteurs du métier.

Non signataire de la Convention Collective de la Sécurité Privée, l'UNAFOS ne peut peser en aucune manière sur les choix des partenaires sociaux pleinement souverains. Mais en tant qu'expert indépendant de la formation en sécurité, l'UNAFOS a toute légitimité à s'exprimer sur les sujets, directement ou indirectement, de son ressort. Voilà pourquoi l'UNAFOS se déclare très satisfaite de la signature et de la toute prochaine extension de cet accord répondant parfaitement et de manière collective et responsable aux vrais enjeux du moment.

L'UNAFOS tient, dans cette dynamique positive, à rappeler que l'une des préoccupations majeures des centres de formation, et donc les siennes en tant qu'organisation professionnelle, est constituée par le volet financement des formations. Des financements que peuvent contribuer à mettre en œuvre les centres de formation par leur ingénierie et ce dans l'intérêt direct de leurs clients quels qu'ils soient.

La présence systématique de l'Opcv de branche Opcalia aux «Journées Professionnelles» annuelles de l'UNAFOS, comme

le 23 novembre dernier, témoigne s'il en était besoin de cette préoccupation prioritaire partagée. Faut-il aussi rappeler le soutien et le relais constant de l'UNAFOS aux demandes de la branche sécurité privée, il est vrai sans aucune suite jusqu'ici, d'instauration d'un Fonds de Modernisation susceptible de financer un programme de formation que tous considèrent comme indispensable.

Loin des basses manoeuvres, l'UNAFOS confirme donc, à la veille d'une nouvelle année qui devrait être essentielle pour l'ensemble du métier, qu'elle poursuivra avec constance, passion, mobilisation et expertise à contribuer dans les strictes limites d'initiatives qui sont les siennes, à œuvrer pour la professionnalisation de la sécurité. Et ce, comme depuis toujours, avec la pleine prise en compte des contraintes de tous ordres qui pèsent sur les entreprises de sécurité notamment en matière de coûts, grâce à un engagement sur le terrain et une mobilisation constantes vis-à-vis du métier, à l'image des engagements des adhérents UNAFOS — centres de formation indépendants ou filiales — auprès de leurs clients.

En ce début d'année 2018, l'UNAFOS adresse à tous les acteurs de la profession et plus spécifiquement aux centres de formation en sécurité privée qu'elle représente, ses meilleurs vœux d'activité professionnelle performante dans un contexte porteur et sain, non anti-concurrentiel, et pour lequel elle continuera sans relâche à mobiliser sans compter toutes ses énergies.

Excellence année 2018 à toutes et tous et à très bientôt sur tous les fronts de la professionnalisation dans le strict intérêt général qui nous guide.

**Philippe Maquin**  
**et le Comité Directeur de l'UNAFOS**  
**Le 29 décembre 2017**

***PJ : Accord de branche sur le financement du MAC - déc2017***

## CCN DES ENTREPRISES DE PREVENTION ET DE SECURITE

### ACCORD DU 27 novembre 2017 RELATIF AU FINANCEMENT DES MAINTIENS ET ACTUALISATIONS DES COMPETENCES « dénommé MAC »

Entre :

- Le Syndicat National des Entreprises de Sécurité (SNES)
- L'Union des entreprises de Sécurité Privée (USP)
- Le Syndicat des Entreprises de Sûreté Aéroportuaire et Aérienne (SESA)
- Le Groupement Professionnel des Métiers de la Sécurité Electronique (GPMSE TIs)

D'une part,

Et :

- FORCE OUVRIERE
- CFDT
- CGT
- CFE CGC
- CFTC
- UNSA

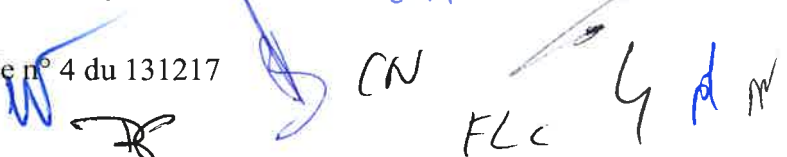
D'autre part,

#### Préambule :

Les organisations syndicales de salariés et d'employeurs sont convenues afin de prendre en compte l'article L612-20-1 du Code de la Sécurité Intérieure, créé par la loi n° 2015-994 du 17 août 2015, qui stipule : « le renouvellement de la carte professionnelle est subordonné au suivi d'une formation continue, dans des conditions prévues par décret en conseil d'Etat » complété par l'arrêté du 27 février 2017 paru au journal officiel du 1<sup>er</sup> mars 2017 qui définit les conditions du stage de maintien et actualisation des compétences des agents de sécurité (MAC), obligatoire pour le renouvellement de leur carte professionnelle.

En conséquence, les parties sont convenues des dispositions suivantes : OK

Accord financement MAC version actualisée n° 4 du 131217



### **Article 1- Champ d'application**

Le champ d'application du présent accord est celui de l'article 1er des clauses générales de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité.

### **Article 2 – Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés**

En application à l'article L 2232-10-1 nouveau du code du Travail, il est expressément prévu pour les entreprises de moins de 50 salariés, que les dispositions de cet accord de branche étendu s'appliquent directement à ces entreprises et ce sans dérogation possible à celles-ci.

### **Article 3 – Principe**

Le maintien et l'actualisation des compétences des salariés de la prévention sécurité sont du ressort de la formation continue de l'entreprise.

Ceci n'exclut pas le recours à d'autres modes de financement de cette formation.

### **Article 4 - Organisation**

Il est expressément convenu entre les parties que la totalité de cette formation doit être effectuée sur le temps de travail des salariés ou sur toute autre période qui sera alors assimilée à du temps de travail effectif et que les frais attenants seront pris en charge par l'employeur sauf demande formelle et expresse du salarié.

Les parties signataires du présent accord s'accordent à se réunir dans les délais les plus brefs en cas d'évolution de l'arrêté du 27 février 2017 portant notamment sur les modalités de dispense des différents modules du MAC.

### **Article 5 - Objet de l'accord**

Les parties signataires conviennent que la mise en œuvre effective de l'art L 612-20-1 du code de la Sécurité intérieure implique que les titulaires d'une carte professionnelle bénéficient d'une formation continue, qui est la condition du maintien de leur aptitude légale à occuper leur emploi ou un emploi équivalent dans l'entreprise qui les emploie ou dans la branche.

Elles décident la création d'un fonds conventionnel dédié exclusivement au financement de cette formation continue prévue par l'arrêté du 27 février 2017. OK

Handwritten signatures and initials in blue ink, including "OK", "W", "FL", "CN", "FL", "M", and "M".

## Article 6 – création d'une contribution conventionnelle

Les parties conviennent à dater de la signature de l'accord, de créer à la charge de toutes les entreprises quel que soit leur effectif salarié, une contribution additionnelle aux contributions visées par les art. L 6331-2 et L 6331-9 du code du travail, d'un montant égal à 0,15 % du montant de la masse salariale brute de l'année en cours.

Ces contributions sont versées spontanément à l'OPCA désigné par la branche à la même échéance que les contributions légalement obligatoires.

## Article 7 - Gestion du fonds

Les contributions appelées en 2018 de 0,15 % sont mutualisées dès réception.

Cette contribution fera l'objet d'une révision en novembre de chaque année.

Les parties signataires conviennent :

- de rechercher des financements publics en vue de favoriser un effet de levier, l'acquisition et le maintien de compétence des acteurs de la sécurité privée étant un objectif commun à l'Etat et aux parties signataires
- d'étudier paritairement et en associant l'OPCA de la branche, chaque année, les possibilités d'abondement de ce fonds au moyen des ressources mutualisées disponibles.

## Article 8 - Financement

Chaque entreprise contributrice est bénéficiaire d'un droit de tirage annuel garanti à hauteur de la contribution qu'elle a versée.

Les fonds non engagés par l'entreprise contributrice en fin d'exercice sont reportables pour elle sur l'exercice suivant.

## Article 9 - Suivi du fonds

Les parties signataires confient à la SPP de la branche le suivi des contributions et des engagements.

## Article 10 - Mise en signature, durée, révision et évolution de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et sera applicable dès le premier jour du mois suivant son extension.

Celui-ci sera révisé annuellement conformément aux dispositions prévues à l'article 7 du présent accord. **OK**

Accord financement MAC version actualisée n° 4 du 131217

Les parties signataires se réservent la possibilité de procéder à toute amélioration du présent accord par voie d'avenant et se réuniront autant que de besoin à compter de l'extension pour ce faire.

### Article 11 - Dépôt et extension

Le présent accord fera l'objet des procédures de publicité et de dépôt prévues par les articles D.2231-2 et suivants du Code du travail. Une demande d'extension sera par ailleurs déposée par la partie Patronale dans les conditions décrites à l'article L.2261-24 du Code du Travail.

Fait à : *Paris*

Le : 14 décembre 2017

Le Syndicat National des Entreprises de Sécurité (SNES)

L'Union des entreprises de Sécurité Privée (USP)

Le Syndicat des Entreprises de Sûreté Aéroportuaire et Aérienne (SESA)

Le Groupement Professionnel des Métiers de la Sécurité Electronique (GPMSE TIs)

FORCE OUVRIERE

*Alain Bouchard*  
Fédération FORCE OUVRIÈRE  
de l'Équipement, de l'Environnement,  
des Transports et des Services  
45 rue des Petites Écuries-75010 PARIS  
Tél. 01 44 83 86 22 - Fax 01 48 24 38 32

CGT

*FPCDS CGT*

CFTC - SNEPSH

*Daniel SIEK*  
Accord financement MAC version actualisée n° 4 du 131217

CFDT *FD des services*

*Omar Kervan*

CFE CGC

*Pascal Planquart*  
CFE/CGC FNECS

UNSA

*Christiane Nguyen*